

Madagascar : Survol hebdomadaire de la presse francophone

N°18 (du 2 au 6 mai 2011)

La crise politique

◆ **Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina poléminent à distance avant le Sommet de la Sadc du 20 mai, censé sceller le sort de la Transition.** Le premier tente d'acculer son adversaire après que celui-ci se soit positionné sur la sortie de crise et son éventuelle candidature à la présidentielle. L'ancien chef de l'État insiste sur la nécessité de reprendre les négociations. « *Il n'y aura pas d'élections sans bonne préparation. Mais auparavant, il faut que les Malgaches entament des discussions et ne se contentent pas de quelques déclarations ici et là* ». « *Le scrutin devra être consensuel, tant dans la confection du calendrier que dans les conditions d'éligibilité* », a-t-il soutenu, tout en exigeant « *la liberté démocratique* » et la « *libération des détenus politiques* ». Il lance un nouveau défi au chef de la Transition (« *je devrais me présenter aux élections* ») et réaffirme son refus d'accepter la proposition de rencontrer son adversaire, tant que certaines conditions ne seront pas réunies. « *Je suis en train de préparer le Sommet de la Sadc* », a-t-il expliqué. L'ancien président indique qu'il poursuit ses contacts avec les pays membres de l'organisation régionale. Les trois mouvances ont déposé un mémorandum à l'ambassade d'Afrique du Sud. *Nous avons demandé un service auprès de l'ambassade afin que le document arrive bien à ses destinataires* », confie un porte-parole. L'opposition demande que ce Sommet se tienne à Antananarivo.

◆ **Andry Rajoelina de retour de Zambie, pays qui préside actuellement la Troïka de la Sadc. Il a rencontré le vice-président.** Il affirme bénéficier du soutien des dirigeants des pays membres qu'il a pu rencontrer au cours de ses déplacements (en Namibie et au Mozambique, puis en Zambie). Il rapporte la volonté du Comesa d'appuyer « *sans condition* » les élections, avant de préciser que le bloc économique régional s'aligne sur la position de la Sadc. D'autres déplacements sont prévus. Andry Rajoelina, décoche une flèche contre les États Unis qui continuent de soutenir Marc Ravalomanana et qui ont publié un rapport sévère et jugé injuste sur le respect des droits de l'homme. Il explique que ses démarches visent à contrebalancer la portée très négative de ce rapport.

◆ **Camille Vital s'engage dans des actions diplomatiques tous azimuts.** Le Premier ministre s'est rendu à Maurice pour plaider la cause du régime avant le Sommet de la Sadc. Ce pays, membre du bloc régional, qui a déjà apporté son soutien à la feuille de route, renouvelle son engagement à fournir, avec la COI qu'il préside, « *toute l'aide nécessaire* » à l'organisation des scrutins. Le Premier ministre mauricien a déclaré en marge de la visite que « *le financement de l'État malgache pour la CENI est minime et serait insuffisant* ». La volonté d'Andry Rajoelina de « *snober* » les financements extérieurs ne lui paraît pas réaliste. Camille Vital s'est rendu ensuite en Afrique du Sud, pays considéré comme le principal obstacle à la reconnaissance du régime et qui sera en août à la présidence tournante de la Sadc. Il tente de décrocher un rendez-vous auprès d'autres dirigeants des pays membres, comme James Alix Michel, chef de l'exécutif seychellois, ainsi qu'auprès de ses homologues du Zimbabwe, du Lesotho, du Swaziland et de Namibie. Le relai pris par le gouvernement pourrait être le signe de difficultés rencontrées par le président de la Transition auprès de ses homologues lors de ses deux récents déplacements, estiment des observateurs.

Paul Bérenger, ancien chef du gouvernement mauricien et leader de l'opposition, condamne le cavalier seul de son gouvernement, qui appuie une feuille de route en contradiction avec la position adoptée par la Sadc en 2009. Il considère que Maurice aurait dû rester en contact avec Andry Rajoelina, les trois mouvances et d'autres personnalités politiques et attendre le Sommet du 20 mai pour prendre position.

◆ **Ouverture de la session du Parlement de la Transition avec plusieurs projets et propositions de loi au programme.** Attendue depuis décembre, elle sera consacrée à l'examen d'au moins 6 textes. Ceux émanant de l'exécutif portent sur le code électoral et la loi relative à la CENI. S'y ajoutent 4 propositions de loi portant sur l'amnistie et la réconciliation nationale, le statut de l'opposition, le statut des anciens chefs d'État et la dépenalisation des délits de presse. Des propositions qui entrent dans le cadre des mesures dites d'apaisement. Devrait également se concrétiser au cours de la session l'élargissement des deux Chambres. Leurs présidents font de l'apaisement du climat politique un préalable à la fixation du calendrier électoral, qui pourrait donc se trouver à nouveau reporté. Les parlementaires veulent aussi s'assurer que la CENI pourra remplir correctement sa mission dans les délais fixés. Celle-ci maintient que des élections en septembre sont « *jouables* », à condition de disposer des moyens nécessaires. La rencontre annoncée entre la Présidence, le ministre des Finances et la CENI pour régler la question budgétaire se fait attendre.

◆ **Raharinaivo Andrianatoandro, président du Congrès, met en garde ses pairs.** En réponse à ceux d'entre eux qui continuent de revendiquer divers avantages et indemnités, il répond : « *Ce n'est pas ce que le peuple attend de nous. La question liée à nos avantages n'est pas importante pour lui* ». « *Nous sommes prompts à critiquer. Mais on se demande si, nous, hommes politiques, avons amélioré notre manière de faire ? Est-ce que nous respectons les normes, en mettant en avant l'intérêt général ?* » s'est-il demandé. 194 parlementaires auraient déjà signé une demande de destitution. *Le Courrier* fait une lecture « *ethnique* » de cette cabale, qui serait menée par des « *Côtiers* » excédés par le conflit *merino-merina* qui paralyse le pays.

◆ **La CNOSC propose la reprise en main du processus de sortie de crise.** Après avoir pris du recul, la Coopération s'est exprimée sur la situation politique dans le cadre de son 4^{ème} rapport. Dans ce document

très critique vis-à-vis de la médiation internationale, elle annonce qu'« *il est temps de remettre de l'ordre dans le processus de médiation lui-même. La société civile malgache et la CNOSC ne peuvent pas rester en marge. Avec le Ffkm, elle doit reprendre en main le processus de médiation et de sortie de crise* ».

◆ « **Sabotage** » du jet présidentiel : une affaire qui fait pschitt. Les enquêteurs mettent en cause la responsabilité des pilotes. « *La panne survenue sur l'avion était technique. [...] La question est de savoir si elle a été intentionnelle ou normale* », a expliqué le commandant de la gendarmerie. Les pilotes, des américains, ont pu quitter le territoire sans être inquiétés. L'ingénieur international, dont la venue était annoncée pour effectuer le check-up de l'appareil, n'a pas fait le déplacement. Le général Ravalomanana a indiqué avoir bouclé l'enquête sur l'explosion d'un engin sous le véhicule présidentiel, le 3 mars. « *Toutefois, nous ne pouvons pas faire part des résultats de l'enquête car nous sommes tenus par une obligation de réserve* », a-t-il expliqué. « *Il faut attendre le procès* ». Pour ce qui est du tir contre le véhicule présidentiel, en décembre 2009, les autorités affirment que l'instruction du dossier n'est pas achevée.

Droits humains, gouvernance

◆. **Célébration du 1^{er}-Mai : c'est la première fois qu'aucun syndicat de travailleurs n'a manifesté pour marquer cette journée.** Pour *Les Nouvelles*, « *l'adhésion à la vie syndicale a tendance à régresser et la protection sociale des droits des travailleurs est compromise* ».

◆. **Education : les femmes encore lésées.** A Madagascar, les parités de scolarisation entre garçons et filles ne sont pas très disparates statistiquement parlant. 51% de garçons contre 49% de filles dans le primaire contre 27% et 26% dans le secondaire. Toutefois, les 1% et 2% de différence représentent plus de 50.000 filles non-scolarisées. Selon un rapport de l'Unicef, « *il existe encore 55.000 filles de moins que les garçons scolarisés au niveau primaire. Au niveau des collèges, dans de nombreuses circonscriptions, les filles scolarisées sont largement moins nombreuses que les garçons*, indique l'Ong Aide et Action. L'éducation des filles et des femmes à Madagascar est encore conditionnée par des facteurs culturels, économiques et sociaux. Une semaine de sensibilisation pour l'éducation des filles a été lancée, sur le thème : « *les filles et des femmes ont des droits, que doit-on faire pour restituer ce droit ?* ».

◆. **775 journalistes auront une carte professionnelle.** L'annonce a été faite par le ministre de la Communication dans le cadre de la Journée internationale de la liberté de la presse. Les professionnels de l'Internet ont été exclus. Ils dénoncent une manœuvre pour écarter la presse en ligne, souvent critique à l'égard du régime. Les autorités expliquent que le cyberjournalisme n'est pas encore reconnu dans les textes. Le ministre annonce la publication d'un nouveau cadre réglementaire consacrant la dépénalisation des délits de presse. « *En contrepartie, la mise en place d'un système de lourdes amendes est à l'étude pour que tout le monde se conforme à l'éthique et à la déontologie du métier* », a-t-il indiqué. La nomination d'Harry Rahajason au ministère de la Communication fin mars a suscité beaucoup de réactions dans le milieu journalistique : directeur de la Communication de la présidence de la Transition, il était encore récemment directeur de publication du quotidien pro-HAT *La Vérité*.

Economie - Social

◆. **La fin des travaux de construction du projet Ambatovy, fin 2011, inquiète les opérateurs du BTP.** « *L'année 2008 était prospère. Les bailleurs de fonds étaient présents et les projets miniers, comme QMM et Ambatovy, étaient en phase de construction. Maintenant, le secteur a perdu 80 % de son C.A. et n'a pu garder que 30 % de ses 12.000 salariés*», avance le syndicat professionnel. « *Il existe des projets de construction au niveau des ministères comme les hôpitaux, les logements sociaux et les stades. Mais bon nombre d'entreprises ne s'y intéressent pas à cause du risque politique qu'ils présentent* », indique un opérateur. Les professionnels attendent avec impatience le retour des bailleurs de fonds, parallèlement à la stabilité du pays.

◆. **Salon International des Mines et des Hydrocarbures : 250 rendez-vous d'affaires au programme.** « *Ces rencontres B to B ont été agencées afin que toutes les entreprises présentes lors du salon puisse nouer partenariat avec les entreprises étrangères* » explique le ministère. Les statistiques font état de 52 sociétés inscrites, dont 9 sont des compagnies étrangères non implantées à Madagascar.

◆. **Le conflit entre Madagascar Oil et le ministère des Mines s'aggrave.** La compagnie saisit la Cour d'arbitrage international. Cette décision intervient après la déclaration de cas de force majeure émise par la société le 21 mars. Elle a été prise suite à de nombreuses rencontres infructueuses avec le ministre, Mamy Ratovomalala. L'État exige le paiement des arriérés fiscaux qui s'élèverait à 9 millions de dollars. La compagnie conteste ce redressement jugé non conforme au Code pétrolier.

◆. **La croissance serait au rendez-vous dès cette année,** selon les perspectives de la Banque mondiale. Malgré la crise, la Grande Ile connaîtrait une hausse du PIB réel dès cette année. De -3,2% en 2009, -2% en 2010, la croissance serait de retour en 2011 avec 0,6% et 4,7% en 2012. Croissance tirée par principalement par les mines. En terme de PIB réel par habitant, les statistiques donnent -6,2% en 2009, -4,5% en 2010, -1,9% cette année et 2,1% l'an prochain. Mais ce ne sont que des projections...